

## **INTERVENTION DSDEN AVANT DÉPART EN MANIFESTATION**

Aujourd'hui, enseignantes et enseignants, AESH, ATSEM et toutes et tous les agentes et agent territoriaux des établissements scolaires, cheffes d'établissements, inspectrices et inspecteurs... l'ensemble des corps des personnels des écoles, des collèges et lycées de France sont dans la rue avec les lycéennes, les lycéens et les parents d'élèves. Une mobilisation historique de la communauté éducative dans son ensemble a lieu aujourd'hui en Sarthe comme partout en France !

Contrairement à ce qu'a affirmé Jean-Michel Blanquer dans les médias avant-hier, nous ne faisons pas grève contre un virus mais contre ses propres décisions politiques pour l'Éducation ! Cette déclaration de Jean-Michel Blanquer est une provocation, une de plus, alors que les personnels placés sous sa tutelle n'ont eu de cesse de tirer la sonnette d'alarme qu'il n'a jamais voulu entendre. Les conditions de la rentrée du 3 janvier, avec trois versions toutes plus chaotiques les une que les autres de protocole sanitaire en quelques jours, ont été la goutte d'eau qui a fait déborder un vase déjà rempli à ras bord.

Protocoles inadaptés, complètement en dehors de la réalité du terrain, décisions annoncées au grand public via les médias sans information aux professionnel.les concerné.es, abandon définitif de toute recherche de protection en milieu scolaire des personnels, des élèves et de leurs familles tout en affirmant le contraire... les personnels tenant l'École à bout de bras depuis deux ans sont aujourd'hui épuisé.es. L'annonce de l'école ouverte

comme LA priorité ne peut se suffire à elle-même. On ne gère pas la scolarisation de millions d'élèves avec une doctrine séduisante sans les moyens de sa mise en œuvre ! Cela s'appelle un mensonge et le ministre Banquier en est coutumier.

Le refus forcené de reconnaître le rôle de l'École dans la transmission du virus en est un autre. Comment peut-on aussi entendre il y a tout juste quelques jours que d'après le ministère, 8% des enseignantes et enseignants sont absent·es mais « ça va, on arrive à assurer les remplacements grâce à l'embauche de contractuel·es et de retraité·es ? » Parents et personnels des Écoles le savent : c'est un mensonge !

Des personnels supplémentaires sont nécessaires dans les écoles, les collèges et les lycées mais ils doivent être recruté·es parmi les candidat·es qui se sont présenté·es aux concours, ont été admis·es sur liste complémentaire et attendent d'être sollicité·es. Des moyens matériels et techniques de protection de toutes et tous doivent enfin être alloués. Les enseignant·es et enseignants, expert·es de leur métier, doivent être écouté·es et notamment concernant les décisions rapides à prendre pour le baccalauréat ou encore les évaluations nationales. De ce ministre qui ne reconnaît pas notre professionnalisme, qui ment à l'ensemble de la population, qui ne respecte ni les personnels, ni les élèves, ni leurs familles, nous ne voulons plus !